

Questions orales

● (1502)

M. Broadbent: Le premier ministre sait très bien que sa réponse ne résisterait pas à une analyse sérieuse. Comme la réduction de la taxe de vente profitera aux industries qui produisent beaucoup de biens et de services pour la raison qu'il a mentionnée, le gouvernement a prévu des avantages spéciaux pour les provinces de l'Atlantique parce qu'elles ne produisent pas autant que l'Ontario, par exemple, et il a accepté d'amortir tous les frais de la réduction de la taxe dans les provinces de l'Atlantique. Étant donné que la proposition du gouvernement fédéral favorise beaucoup plus l'industrie de l'Ontario que celle du Québec, pourquoi le premier ministre n'est-il pas prêt à prendre des mesures compensatoires dans le cas du Québec, vu que plus de 500,000 Québécois sont en chômage?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne les mesures compensatoires, le député sait que le gouvernement a justement fait beaucoup pour aider le Québec et les Maritimes. Certains de l'autre côté ont même dit que le programme du MEER et notre programme de décentralisation favorisaient trop le Québec.

Une voix: Ce n'est pas nous qui avons dit cela.

M. Trudeau: Non, mais c'est un premier ministre provincial du même parti qui a dit publiquement que nous favorisais trop le Québec.

Une voix: Qui était-ce?

M. Trudeau: Je vous le dirai plus tard. Les premiers ministres provinciaux de votre parti ne sont pas si nombreux que cela.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: En ce qui concerne l'aide au Québec, je suis très heureux que les députés d'en face nous disent de nous servir davantage de l'argent des impôts fédéraux. J'espère qu'ils diront la même chose pendant la campagne électorale, parce qu'un grand nombre d'entre eux disent souvent exactement le contraire.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Ce n'est pas que nous ne voulons pas aider l'économie du Québec. Mais quand nous préparons un budget et que nous essayons d'obtenir l'accord des dix provinces, il y a toujours un moment où les provinces disent «Nous sommes d'accord» ou bien «Non, nous ne sommes pas d'accord».

Or, neuf ont dit qu'elles étaient d'accord; une a dit qu'elle ne savait pas mais qu'elle nous l'annoncerait plus tard. On ne peut pas dire que ce soit déraisonnable. Si elles voulaient un traitement particulier, comme certains le prétendent maintenant, elles auraient pu le demander avant que le budget soit présenté. Nous aurions pu dire que cela ne nous convenait pas trop bien, mais que si elles en avaient besoin, nous pourrions offrir la même chose aux autres provinces. Résultat, comme les députés le comprendront facilement, c'est que chaque province aurait appliqué la taxe de vente à sa façon, et cela ne cadre pas

[M. Trudeau.]

du tout avec le modèle unifié de l'économie canadienne que nous avons.

M. Broadbent: Comme M. Claude Ryan, le nouveau chef du parti libéral du Québec, déclare aujourd'hui dans la presse, au sujet de la conception déraisonnable des priorités fédérales pour toutes les provinces: «Il n'est certainement pas souhaitable que des mesures soient prises qui semblent imposer des changements dans le domaine du développement financier où les provinces sont souveraines», et que M. Ryan a sur ce point l'appui de tous les autres premiers ministres provinciaux, est-ce que le premier ministre ne pense pas que sa petite conférence sur les demandes déraisonnables du Québec ne s'applique pas aussi aux autres provinces? Est-ce qu'elles ne sont pas un peu déraisonnables, elles aussi?

Et est-ce que le premier ministre ne voudrait pas répondre aussi à mon autre question, au sujet des avantages disproportionnés—non pas proportionnés—que la réduction de la taxe de vente imposée par le gouvernement fédéral apporte à l'Ontario, ce qui a amené le Québec à chercher un traitement équitable, comme la population des provinces de l'Atlantique en a obtenu un avec la formule spéciale qui a été retenue pour la taxe en ce qui les concerne? Le premier ministre voudrait-il finalement essayer de répondre aux questions que lui posent aujourd'hui les députés de mon parti?

M. Trudeau: Je vais m'efforcer de répondre à la question. Je relève les termes employés par le député—il a parlé des priorités fédérales déraisonnables que nous proposons. Je pense que c'est bien cela qu'il a dit.

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est Claude Ryan.

Des voix: Déclenchez des élections!

M. Trudeau: Laissons M. Ryan parler lui-même. Le député ne cite pas exactement ses paroles. Nous allons les considérer comme si elles étaient les siennes propres. De toute façon, ce n'est pas ce que M. Ryan a dit qui compte pour le député. Il veut avoir une réponse à la question de savoir si nous imposons des priorités fédérales déraisonnables. Voilà le fond de la question, si je comprends bien.

M. Broadbent: Non!

M. Trudeau: Non? Dans ce cas le député citait une phrase qui ne portait pas sur le fond de la question. Je ferais remarquer qu'en ce qui concerne les priorités que nous imposons...

M. Broadbent: Déclenchez les élections tout de suite.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je m'amuse bien. Les députés d'en face réclament des élections. Ils ne veulent donc pas finir le débat sur le budget? Cela ne les intéresse pas d'adopter cette mesure?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous êtes insupportable!

Des voix: Asseyez-vous.

Des voix: Règlement!